

Vichy et la guerre de l'ombre en France non occupée

Kitson, Simon: *Vichy et la chasse aux espions nazis, 1940-1942: complexités de la politique de collaboration*. Paris, Editions Autrement, 2005. 269 pp.

Simon Kitson étudie les méthodes, l'organisation et le comportement des services spéciaux du gouvernement de Vichy, avec une attention particulière pour la chasse aux espions dans la France dite libre. Le 2e Bureau, les bureaux des menées antinationales, les Travaux ruraux (noms de camouflage), la Surveillance du territoire veulent empêcher les Allemands d'avoir libre accès aux secrets d'Etat dans un pays en partie occupé, et avec la complication supplémentaire que le régime collabore avec l'occupant. Il y a équilibre entre la répression des espionnages allemand et britannique, mais indulgence de certains membres des services spéciaux pour les agents américains et même gaullistes. C'est l'espionnage allemand qui est la première cible, et de loin, de ces services.

Qui sont ces espions nazis? Des nationaux français ans le 80% des cas. Comment les recrute-t-on? Grâce à l'argent et à l'idéologie. Comment sont-ils traités par les services et la police française? Que deviennent-ils après leur arrestation? Il sont souvent maltraités, voire torturés.

L'analyse des motivations et du sort de ces espions permet de réexaminer les rapports entre Vichy et la population française, en clarifiant les contours de la collaboration individuelle permise par l'Etat. Les bureaux des menées antinationales, qui ne disposent pas des moyens de remplir leurs missions, coordonnent et centralisent les recherches qui orientent et documentent les enquêtes de la police. Ils doivent démasquer les espions et les saboteurs, qu'ils travaillent pour l'Axe ou pour les Alliés. On leur demande de neutraliser les propagandes étrangères, de lutter contre les menées communistes dans les formations de l'armée d'armistice et de prévenir les fuites d'informations.

L'activité antiallemande des services spéciaux, qui fait partie de la politique de Vichy, ne doit pourtant pas compromettre la collaboration franco-allemande. Des membres éminents du régime, spécialement des militaires, sont des sympathisants de l'Action française qui considérait l'Allemagne comme l'ennemi principal. La nomination d'un Weygand, d'un Huntziger et d'un Rollin à des postes-clés renforce la volonté de préserver l'indépendance du gouvernement, bien que ces messieurs acceptent la politique de collaboration jusqu'à ce que la France puisse entrer à nouveau en guerre. Plusieurs ministres se montrent hostiles à des initiatives de collaboration venues d'en bas, qui portent atteinte aux marchandages de Vichy avec les Allemands. L'administration de la France doit rester aux mains des institutions autochtones, ce qui postule de limiter le noyautage allemand. Il s'agit d'une politique de défense de la souveraineté et de centralisation de la collaboration.

Le pouvoir nazi comprend vite comment jouer avec le régime de Vichy et nourrir les illusions de ses dirigeants. En leur faisant croire que leur politique défend la souveraineté, il obtient une collaboration sans faille et peut même leur déléguer des sales boulots comme les rafles de juifs.

Après l'occupation totale de la France en novembre 1942, alors que l'armée d'armistice disparaît, les têtes des services spéciaux de Vichy rejoignent le général Giraud, dont la plateforme politique est plus proche de Vichy que celle des gaullistes. D'autres possibilités

s'offrent aux fonctionnaires de la Surveillance du territoire, puisque seul leur service est dissous, non l'ensemble de la police dont ils faisaient partie. Leur contentieux avec les gaullistes semble moins important que celui des militaires.